

**Information
Financière
Trimestrielle
au 31 mars 2026**



I. ÉLÉMENTS CLÉS.....	3
II. ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2026.....	4
III. ANALYSE DU CASH-FLOW LIBRE ET DU BILAN DU PREMIER TRIMESTRE 20267	
IV. CAPITAL SOCIAL - ACTIONNARIAT - BOURSE	7
1. Évolution du capital.....	7
2. Principaux actionnaires	7
3. Actions de la société détenues en propre	7
4. Dividende	7
5. Programme de rachat d'actions	7
6. Évolution du cours de Bourse et des volumes d'Échange	8
V. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS 2026	8
VI. FACTEURS DE RISQUES	8
VII. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	8
VIII. SENSIBILITÉ AUX PARITÉS MONÉTAIRES	8
IX. CALENDRIER FINANCIER.....	9
X. PERSPECTIVES	9
XI. COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2026.....	10
XII. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2026	13
XIII. NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2026.....	17
1. ACTIVITÉ DU GROUPE.....	17
2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	18
3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23
4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	24
5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE	24
6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE.....	25
7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE	25
8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT	26
9. RISQUE DE CHANGE.....	26
XIV. ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ RELATIVE À L'INFORMATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2026	28

I. ÉLÉMENTS CLÉS

(en millions d'euros)	1 ^{er} janvier – 31 mars			
	2026	2025	Variation 2026/2025	
			Données réelles	Données comparables ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	113,2	134,4	-16%	-11%
ARR ⁽²⁾	100,6	97,2	+3%	+3%
EBITDA courant	12,1	21,1	-43%	-31%
Marge d'EBITDA courant	10,6%	15,7%	-5,1 points	-3,4 points
Résultat net	0,5	5,8	NA	NA
Capitaux propres ⁽²⁾	365,6	360,3	-	-
Trésorerie nette (+) / Endettement net (-) ⁽²⁾	-24,4	-21,3	-	-

⁽¹⁾ À changes constants et périmètre comparable

⁽²⁾ Au 31 décembre 2025 et 31 mars 2026

- Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 113,2 millions d'euros au T1 2026, en baisse de 11 % à données comparables, du fait d'un chiffre d'affaires des équipements affecté par le faible carnet de commandes au 31 décembre 2025 et une base de comparaison élevée, auxquels s'est ajouté au cours du trimestre l'attentisme lié à la guerre en Iran
- Le chiffre d'affaires récurrent continue de progresser, grâce à la dynamique des abonnements SaaS, en croissance de 14 % à données comparables
- L'ARR atteint 100,6 millions d'euros au 31 mars 2026, en progression de 3 % à données comparables par rapport au 31 décembre 2025
- Les commandes d'équipements progressent de 11% à données réelles à 22,1 millions d'euros par rapport au T4 2025, un niveau encourageant compte tenu de l'environnement actuel
- Le carnet de commandes des équipements au 31 mars 2026 s'établit à 24,6 millions d'euros, en progression de 9,4 millions par rapport au 31 décembre 2025
- L'EBITDA courant s'établit à 12,1 millions d'euros (- 31 % à données comparables), soit une marge d'EBITDA courant de 10,6 % qui intègre un fort impact conjoncturel négatif (- 9,4 millions d'euros), en partie compensé par un effet structurel positif (+2,8 millions d'euros)
- Dans ce contexte, le résultat net s'établit à 0,5 million d'euros
- Avec des capitaux propres de 365,6 millions d'euros et un endettement net de 24,4 millions d'euros au 31 mars 2026, Lectra dispose d'un bilan particulièrement solide
- Les ambitions 2026-2028 annoncées en février sont réitérées, portées par la croissance des activités SaaS et la poursuite de la baisse des frais généraux

Mot de Daniel Harari, Président-Directeur général :

« Le premier trimestre 2026 s'est inscrit dans un environnement géopolitique et macroéconomique particulièrement instable. Le déclenchement du conflit en Iran a entraîné un gel temporaire des décisions d'investissement dans plusieurs régions, se traduisant par un report des commandes d'équipements pendant quelques semaines.

À l'inverse, un an après les annonces tarifaires du printemps 2025, les effets des droits de douane apparaissent globalement atténués, avec des premiers signes de reprise des investissements par nos clients.

L'industrie du logiciel évolue rapidement avec l'essor de l'intelligence artificielle agentique. Cette dynamique représente pour Lectra une opportunité d'accélérer l'innovation et de renforcer la valeur apportée aux clients : cycles d'innovation plus rapides, automatisation de tâches à faible valeur ajoutée et meilleure exploitation des données métier. L'IA est un facteur de soutien puissant à la croissance de notre activité SaaS.

Dans ce contexte, la solidité de notre modèle économique s'est une nouvelle fois vérifiée, portée par la robustesse de l'activité récurrente, la dynamique des offres SaaS et un contrôle strict des frais généraux.

Fort de ces éléments, nous sommes en mesure de réitérer les objectifs communiqués en février et poursuivons notre stratégie tout en restant vigilants sur les évolutions conjoncturelles. »

II. ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2026

Le dollar et le yuan se sont dépréciés chacun de 11 % et 6 % contre l'euro par rapport au premier trimestre 2025 avec des parités moyennes de respectivement 1,17 \$ / 1 € et 8,11 CNY / 1 € sur la période. Les évolutions des devises ont eu un impact négatif marqué sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA courant, réduisant respectivement ces indicateurs de 6,0 millions d'euros et 2,6 millions d'euros.

Sauf indication contraire, les comparaisons sont à données comparables.

ARR

L'ARR (*Annual Recurring Revenue*) au 31 mars 2026 s'établit à 100,6 millions d'euros, en progression de 3 % à données comparables par rapport au 31 décembre 2025. L'adoption des offres permet de maintenir une dynamique annualisée de 12 %. La croissance de l'ARR se poursuit, illustrant la pertinence des solutions SaaS de Lectra.

Commandes d'équipements

L'indicateur principal des investissements des clients étant la vente d'équipements, le Groupe a décidé de publier, à compter de 2026, les commandes d'équipements et non plus les commandes de nouveaux systèmes.

Commandes d'équipements par région

(en milliers d'euros)	T1 2026		T1 2025		Variations T1 2026 vs T1 2025		T4 2025		Variations T1 2026 vs T4 2025	
		%		%	Données réelles	Données comparables		%	Données réelles	
Europe	3 432	16%	4 758	16%	-28%	-28%	4 531	16%	-24%	
Amériques	5 741	26%	4 498	15%	+28%	+38%	7 917	26%	-27%	
Asie - Pacifique	11 202	51%	17 306	59%	-35%	-32%	5 707	51%	+96%	
Autres pays	1 735	8%	2 922	10%	-41%	-39%	1 838	8%	-6%	
Total	22 110	100%	29 484	100%	-25%	-21%	19 993	100%	+11%	

Commande d'équipements par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	T1 2026		T1 2025		Variations T1 2026 vs T1 2025		T4 2025		Variations T1 2026 vs T4 2025	
		%		%	Données réelles	Données comparables		%	Données réelles	
Mode	8 482	38%	13 835	47%	-39%	-35%	10 045	16%	-16%	
Automobile	8 838	40%	11 863	40%	-26%	-24%	4 482	26%	+97%	
Ameublement	1 816	8%	1 175	4%	+55%	+62%	1 779	51%	+2%	
Autres industries	2 974	13%	2 611	9%	+14%	+22%	3 686	8%	-19%	
Total	22 110	100%	29 484	100%	-25%	-21%	19 993	100%	+11%	

Les commandes d'équipements s'élèvent à 22,1 millions d'euros au T1 2026, en hausse séquentielle de 11 % à données réelles par rapport au T4 2025, l'impact des variations de change étant négligeable. L'amélioration trimestrielle séquentielle est portée par l'automobile en Asie-Pacifique.

Les commandes d'équipement du T1 2026 sont en retrait de 25 % à données réelles et de 21 % à données comparables par rapport au T1 2025, du fait d'une base de comparaison élevée, en particulier sur la mode et l'Asie-Pacifique, car préalable aux annonces de droits de douane aux Etats-Unis.

Chiffre d'affaires

Du 1er janvier au 31 mars	2026		2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)		%		%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	93 299	82%	96 825	72%	-4%	+1%
- Contrats récurrents	60 825	54%	61 397	46%	-1%	+4%
- abonnements SaaS	23 789	21%	21 686	16%	+10%	+14%
- contrats de maintenance des logiciels	12 063	11%	13 170	10%	-8%	-5%
- contrats de maintenance des équipements	24 973	22%	26 542	20%	-6%	0%
- Consommables et pièces	32 474	29%	35 428	26%	-8%	-3%
Chiffre d'affaires non récurrent, dont :	19 888	18%	37 624	28%	-47%	-44%
- Equipements	13 741	12%	29 372	22%	-53%	-50%
- Formation, conseil	4 124	4%	5 044	4%	-18%	-16%
- Autres revenus non récurrents	2 023	2%	3 208	2%	-37%	-34%
Total	113 186	100%	134 449	100%	-16%	-11%

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2026 s'établit à 113,2 millions d'euros, en baisse de 16 % à données réelles et de 11 % à données comparables.

Le **chiffre d'affaires récurrent**, progresse de 1 %, une hausse tirée par les contrats récurrents en progression de 4 % et en particulier les abonnements SaaS qui confirment leur dynamique avec une croissance de 14 %. Le chiffre d'affaires des contrats de maintenance des logiciels baisse de 5 %, les nouvelles commandes étant majoritairement en mode SaaS. Le chiffre d'affaires des contrats de maintenance des équipements est stable, tandis que celui des consommables et pièces est en baisse de 3 %.

Le **chiffre d'affaires non récurrent** est en recul de 44 %, essentiellement du fait du chiffre d'affaires des équipements en baisse.

Au 31 mars 2026, le carnet de commandes des équipements s'élève à 24,6 millions d'euros, dont environ 80 % devraient être livrables au T2 2026. Il augmente de 9,4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2025, ce qui permet d'anticiper un rebond significatif du chiffre d'affaires des équipements au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.

Résultats

Marge brute

Le taux de marge brute s'établit à 74,8 %, en hausse de 2,4 points par rapport au T1 2025 grâce en particulier à l'amélioration de la marge brute des revenus récurrents.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 82,3 millions d'euros, en diminution de 3 % par rapport au T1 2025 et se décomposent comme suit :

- 77,2 millions d'euros de frais fixes, en repli de 2 % ;
- 5,1 millions d'euros de frais variables, en baisse de 12 %.

Les dépenses de recherche et développement (17,9 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 15,8 % du chiffre d'affaires. Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 16,6 millions d'euros (16,8 millions d'euros au T1 2025).

Les frais de sous-traitance de formation et conseil ayant un caractère récurrent figurent désormais en frais fixes. Le reclassement de cette sous-traitance de frais variables à frais fixes a été retraité pour l'exercice 2025 (pour environ 1 million d'euros par trimestre).

Le ratio de sécurité (couverture des frais fixes par la marge dégagée par l'activité récurrente) atteint 95 % au T1 2026, confirmant la solidité du modèle d'affaires.

EBITDA courant

L'EBITDA courant est de 12,1 millions d'euros, en baisse de 31 % soit une marge d'EBITDA courant de 10,6 %, en baisse de 340 points de base à données comparables par rapport au T1 2025, avec :

- un impact négatif de 9,4 millions d'euros dû à des facteurs conjoncturels qui ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires des équipements et de celui des consommables et des pièces ;
- un impact positif de 2,8 millions d'euros lié aux améliorations structurelles du modèle économique de Lectra, portées par la montée en puissance du chiffre d'affaires récurrent et la maîtrise des frais généraux.

Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Après la prise en compte d'une charge d'amortissements de 9,7 millions d'euros dont 5,6 millions d'euros relatifs à des actifs incorporels, et en l'absence d'éléments non récurrents, le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel, identiques, s'établissent à 2,3 millions d'euros (10,3 millions d'euros au T1 2025).

Résultat net

Le résultat financier se compose d'une charge nette de 1,3 million d'euros et d'une perte de change de 0,7 million d'euros.

Après la prise en compte d'un produit d'impôts de 0,3 million d'euros, le résultat net s'établit à 0,5 million d'euros vs 5,8 millions d'euros au T1 2025.

III. ANALYSE DU CASH-FLOW LIBRE ET DU BILAN DU PREMIER TRIMESTRE 2026

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité courante au 31 mars 2026 est négatif de 48,9 millions d'euros (- 29,1 millions d'euros au 31 mars 2025).

Le cash-flow libre s'élève à 8,9 millions d'euros au premier trimestre 2026 (17,7 millions d'euros au premier trimestre 2025).

Au 31 mars 2026, le Groupe dispose d'un bilan robuste, avec des capitaux propres de 365,6 millions d'euros et un endettement net de 24,4 millions d'euros. Ce dernier est composé d'une dette financière de 91,2 millions d'euros et d'une trésorerie disponible de 66,8 millions d'euros.

IV. CAPITAL SOCIAL - ACTIONNARIAT - BOURSE

1. ÉVOLUTION DU CAPITAL

Au 31 mars 2026, le capital social de la société Lectra SA (la Société) est de 38 064 263 €, divisé en 38 064 263 actions d'une valeur nominale de 1,00 €. Depuis le 1^{er} janvier 2026, il a été augmenté de 1 000 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 17 000 €) par la création de 1 000 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

2. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

À la date du présent rapport, à la connaissance de la Société, Daniel Harari, Alantra EQMC Asset Management SGIIC (Espagne) et Fivespan Partners LP (États-Unis) détiennent plus de 10 % du capital et des droits de vote de la Société, et Amiral Gestion (France), Brown Capital Management (États-Unis), et Kempen Orange Participaties (Pays-Bas) plus de 5 % du capital et des droits de vote.

3. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Au 31 mars 2026, la Société détenait 0,11 % de ses actions propres dans le cadre du contrat de liquidité géré par Natixis ODDO BHF.

4. DIVIDENDE

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale mixte du 29 avril 2026 le versement d'un dividende de 0,35 € par action au titre de l'exercice 2025, représentant un taux de distribution de 52 % du résultat net consolidé. Le dividende serait mis en paiement le 6 mai 2026.

5. PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le Conseil d'administration a soumis au vote des actionnaires l'autorisation à lui consentir d'opérer sur les actions de la Société (15^{ème} résolution), dans la limite de 10 % du capital social et de 50 millions d'euros, pour un prix maximal de 40 € par action et une durée de dix-huit mois. Cette autorisation permettrait notamment d'assurer l'animation du marché du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité, de couvrir les plans d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites, et le cas échéant, de procéder à l'annulation des actions rachetées en vue d'optimiser la gestion du capital, sous réserve de l'adoption de la 18^{ème} résolution (cf. Brochure de convocation disponible sur le site www.lectra.com).

6. ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE ET DES VOLUMES D'ÉCHANGE

Au 31 mars 2026, le cours de Bourse (16,70 €) s'est inscrit en baisse de 33 % par rapport au 31 décembre 2025 (25,50 €). Au cours du trimestre, son plus bas a été de 15,20 € le 23 mars 2026 et son plus haut de 25,35 € le 13 janvier 2026.

La capitalisation boursière s'élève à 636 millions d'euros au 31 mars 2026 (971 millions d'euros au 31 décembre 2025).

Au cours du premier trimestre 2026, 13,0 millions d'actions ont été échangées (20,8 millions sur l'année 2025), toutes plateformes confondues, dont 15 % sur Euronext.

La Société fait partie des indices CAC All Shares, CAC Technology, EN Tech Leaders and ENT PEA-PME 150. L'action de la Société est éligible au Service de Règlement Différé classique (SRD) d'Euronext, service permettant aux investisseurs français de différer le règlement ou la livraison des titres. La Société a par ailleurs confirmé, dans son communiqué du 16 avril 2026, son éligibilité au dispositif PEA-PME.

V. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS 2026

Aucun événement important n'est à signaler.

VI. FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques du premier trimestre 2026 sont de même nature que ceux décrits dans la section 3 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport financier annuel 2025.

VII. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours du premier trimestre 2026, les relations d'affaires entre le Groupe et des sociétés impliquant des administrateurs du Groupe ont été réalisées aux conditions normales du marché, et ne revêtent pas un caractère significatif.

VIII. SENSIBILITÉ AUX PARITÉS MONÉTAIRES

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2025 des devises concernées, notamment 1 € / 1,17 \$.

La conversion des résultats 2025 à ces cours de change se traduit par une réduction du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant : ces derniers atteignent respectivement 497,3 millions d'euros et 75,2 millions d'euros, soit une marge d'EBITDA courant correspondante de 15,1 %.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1 € / 1,12 \$) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2026 d'environ 9,0 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 3,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1 € / 1,22 \$) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant annuels des mêmes montants.

IX. CALENDRIER FINANCIER

Assemblée Générale annuelle	29 avril 2026 à 9h30
Résultats S1 2026	30 juillet 2026 après bourse
Résultats 9 mois 2026	28 octobre 2026 après bourse
Résultats annuels 2026	10 février 2027 après bourse

Des mises à jour régulières du calendrier sont disponibles sur www.lectra.com.

X. PERSPECTIVES

Lors de la publication de ses résultats annuels 2025 le 11 février 2026, Lectra avait rappelé sa vision à long terme et présenté les objectifs de sa feuille de route stratégique 2026-2028. Le Groupe s'est fixé alors comme objectifs 2026-2028, une croissance de l'EBITDA courant, s'appuyant sur une progression des contrats récurrents et un contrôle strict des coûts :

- À données comparables, Lectra prévoit une croissance annuelle moyenne de l'ARR SaaS d'environ 15 %, contribuant ainsi à une progression du chiffre d'affaires des contrats récurrents comprise entre + 5 % et + 8 % par an.
- Lectra continue d'appliquer un contrôle optimisé des frais, combiné à la poursuite d'investissements ciblés. Le ratio de sécurité devrait progresser de 94 % en 2025 à plus de 100 % en 2028.

Le Groupe vise ainsi une progression de la marge d'EBITDA courant de 120 à 180 points de base par an à données comparables, dans l'hypothèse où les commandes d'équipements et le chiffre d'affaires des consommables et pièces resteraient stables, hors inflation.

La performance du Groupe continue de s'appuyer sur la solidité de son activité récurrente et sur la dynamique de ses offres SaaS, ainsi que sur un contrôle strict de ses frais généraux. Fort de ces éléments, Lectra est en mesure de réitérer les objectifs communiqués en février.

Tout rebond des ventes d'équipements – dont le calendrier et l'ampleur demeurent incertains – représentera un potentiel additionnel de croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant.

Le niveau actuel des commandes des équipements permet d'ores et déjà d'anticiper une augmentation significative du chiffre d'affaires des équipements au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.

Le Conseil d'administration
Le 28 avril 2026

XI. COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2026

Commandes d'équipements

Commandes d'équipements par région

Du 1er janvier au 31 mars	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe	3 432	16%	3 434	4 758	16%	-28%	-28%
Amériques	5 741	26%	6 215	4 498	15%	+28%	+38%
Asie - Pacifique	11 202	51%	11 756	17 306	59%	-35%	-32%
Autres pays	1 735	8%	1 790	2 922	10%	-41%	-39%
Total	22 110	100%	23 195	29 484	100%	-25%	-21%
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1.17</i>		<i>1.05</i>	<i>1.05</i>			

Commande d'équipements par marché sectoriel

Du 1er janvier au 31 mars	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode	8 482	38%	9 051	13 835	47%	-39%	-35%
Automobile	8 838	40%	9 066	11 863	40%	-26%	-24%
Ameublement	1 816	8%	1 900	1 175	4%	+55%	+62%
Autres industries	2 974	13%	3 178	2 611	9%	+14%	+22%
Total	22 110	100%	23 195	29 484	100%	-25%	-21%
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1.17</i>		<i>1.05</i>	<i>1.05</i>			

COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2026

Analyse du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par région

Du 1er janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2026			2025		Variation 2026/2025	
	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	46 829	41%	47 283	46 682	35%	0%	+1%
- France	8 833	8%	8 935	9 260	7%	-5%	-4%
Amériques	38 131	34%	41 855	44 586	33%	-14%	-6%
Asie - Pacifique	20 377	18%	22 114	33 147	25%	-39%	-33%
Autres pays	7 849	7%	7 982	10 033	7%	-22%	-20%
Total	113 186	100%	119 235	134 449	100%	-16%	-11%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.05	1.05			

Chiffre d'affaires par activité

Du 1er janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2026			2025		Variation 2026/2025	
	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	93 299	82%	98 190	96 825	72%	-4%	+1%
- Contrats récurrents	60 825	54%	63 718	61 397	46%	-1%	+4%
- abonnements SaaS	23 789	21%	24 632	21 686	16%	+10%	+14%
- contrats de maintenance des logiciels	12 063	11%	12 466	13 170	10%	-8%	-5%
- contrats de maintenance des équipements	24 973	22%	26 620	26 542	20%	-6%	0%
- Consommables et pièces	32 474	29%	34 472	35 428	26%	-8%	-3%
Chiffre d'affaires non récurrent, dont :	19 888	18%	21 044	37 624	28%	-47%	-44%
- Equipements	13 741	12%	14 691	29 372	22%	-53%	-50%
- Formation, conseil	4 124	4%	4 232	5 044	4%	-18%	-16%
- Autres revenus non récurrents	2 023	2%	2 121	3 208	2%	-37%	-34%
Total	113 186	100%	119 235	134 449	100%	-16%	-11%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.05	1.05			

COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2026

Compte de résultat consolidé

Du 1er janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2026		2025	Variation 2026/2025	
	Réel	À cours de change 2025	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	113 186	119 235	134 449	-16%	-11%
Coût des ventes	(28 528)	(29 717)	(36 794)	-22%	-19%
Marge brute	84 658	89 517	97 655	-13%	-8%
(en % du chiffre d'affaires)	74.8%	75.1%	72.6%	+2.2 points	+2.4 points
Frais de recherche et de développement	(16 615)	(17 046)	(16 775)	-1%	+2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(65 721)	(68 029)	(70 538)	-7%	-4%
Résultat opérationnel courant	2 323	4 442	10 342	-78%	-57%
(en % du chiffre d'affaires)	2.1%	3.7%	7.7%	-5.6 points	-4.0 points
Résultat opérationnel	2 323	4 442	10 342	-78%	-57%
(en % du chiffre d'affaires)	2.1%	3.7%	7.7%	-5.6 points	-4.0 points
Résultat avant impôts	340	2 429	7 939	-96%	-69%
Impôt sur le résultat	271	na	(1 993)	-114%	na
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(126)	na	(98)	28%	na
Résultat net	484	na	5 848	-92%	na
dont Résultat net part du Groupe	513	na	6 551	-92%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(29)	na	(703)	-96%	na
Résultat opérationnel courant	2 323	4 442	10 342	-78%	-57%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	9 730	10 220	10 770	-10%	-5%
EBITDA courant	12 052	14 662	21 112	-43%	-31%
(en % du chiffre d'affaires)	10.6%	12.3%	15.7%	-5.1 points	-3.4 points
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1.17	1.05	1.05		

XII. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2026

État de la situation financière consolidée

ACTIF

(En milliers d'euros)	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Ecart d'acquisition	349 396	345 464	361 705
Autres immobilisations incorporelles	153 569	155 529	179 801
Droits d'utilisation locatifs	18 660	20 004	26 806
Immobilisations corporelles	21 541	21 700	22 576
Titres des sociétés mises en équivalence	4 532	4 614	3 660
Autres actifs non courants	19 232	19 083	8 262
Impôts différés actifs	18 616	16 828	13 544
Total actifs non courants	585 547	583 222	616 354
Stocks	57 787	56 099	59 974
Clients et comptes rattachés	89 604	85 528	104 049
Autres actifs courants	34 704	28 946	35 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 810	65 065	97 514
Total actifs courants	248 905	235 638	297 460
Total actifs	834 452	818 860	913 814

PASSIF

(En milliers d'euros)	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Capital social	38 064	38 063	38 031
Primes d'émission et de fusion	144 543	144 526	143 979
Actions détenues en propre	(934)	(885)	(889)
Ecart de conversion	3 339	(1 484)	24 922
Réserves et résultats consolidés	166 315	164 640	142 122
Participations ne donnant pas le contrôle	14 266	15 432	20 641
Total capitaux propres	365 595	360 294	368 805
Engagements de retraite	10 500	10 502	10 901
Obligations locatives à long terme	14 075	15 603	20 394
Engagements d'achat de titres minoritaires	64 288	61 618	117 447
Impôts différés passifs	13 600	14 805	16 873
Emprunts et dettes financières à long terme	70 684	70 901	86 520
Instruments financiers dérivés	118	413	629
Total passifs non courants	173 266	173 842	252 764
Fournisseurs et autres passifs courants	102 424	91 745	102 815
Produits constatés d'avance	120 903	111 925	117 754
Dettes d'impôt exigible	7 715	6 648	8 481
Obligations locatives à court terme	9 558	9 759	9 886
Engagements d'achat de titres minoritaires	25 866	40 458	28 841
Emprunts et dettes financières à court terme	20 486	15 488	15 544
Provisions	8 640	8 701	8 922
Total passifs courants	295 591	284 723	292 244
Total passifs	834 452	818 860	913 814

Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2026	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2025
Chiffre d'affaires	113 186	134 449
Coût des ventes	(28 528)	(36 795)
Marge brute	84 658	97 655
Frais de recherche et développement	(16 615)	(16 775)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(65 721)	(70 538)
Résultat opérationnel	2 323	10 342
Produits financiers	116	361
Charges financières	(1 428)	(1 881)
Résultat de change	(671)	(883)
Résultat avant impôts	340	7 939
Impôts sur le résultat	271	(1 993)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(126)	(98)
Résultat net	484	5 848
dont Résultat net part du Groupe	513	6 551
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(29)	(703)
<i>(En euros)</i>		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,01	0,17
- dilué	0,01	0,17
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	38 021 938	37 968 112
- résultat dilué	38 081 677	38 174 171
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat opérationnel courant	2 323	10 342
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	9 730	10 770
EBITDA courant	12 052	21 112

État du résultat global

(En milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2026	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2025
Résultat net	484	5 848
Écarts de conversion	4 976	(10 470)
Variation de la réserve de réévaluation sur les instruments financiers	295	35
Effet d'impôts	(74)	(9)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	5 197	(10 444)
Total autres éléments du résultat global	5 197	(10 444)
Résultat global	5 681	(4 596)
dont Part attribuable au Groupe	5 557	(3 891)
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	124	(705)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2026	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2025
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	484	5 848
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	9 730	10 770
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (actifs courants)	1 090	827
Éléments non monétaires du résultat	(1 065)	411
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	7	8
Variation des impôts différés	(2 984)	(2 447)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	7 263	15 417
Variation des stocks et en-cours	(1 977)	1 914
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 446	4 652
Variation des autres actifs et passifs courants	6 425	1 798
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	8 894	8 364
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(1 268)	(368)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	14 889	23 414
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	(2 259)	(2 458)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 143)	(596)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15	4
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(933)	(2 500)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	942	2 534
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 378)	(3 015)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire de la société mère	18	1 175
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle	-	230
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(14 087)	-
Achats par la société de ses propres actions	(860)	(2 529)
Ventes par la société de ses propres actions	748	2 622
Souscription des dettes long terme et court terme	5 000	-
Remboursement des obligations locatives	(2 620)	(2 740)
Remboursement des dettes long terme et court terme	(278)	(327)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(12 079)	(1 570)
Variation de la trésorerie	(567)	18 829
Trésorerie à l'ouverture	65 065	81 901
Variation de la trésorerie	(567)	18 829
Incidence des variations de cours de change et autres	2 312	(3 216)
Trésorerie à la clôture	66 809	97 514
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	14 889	23 414
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 378)	(3 015)
- Remboursement des obligations locatives	(2 620)	(2 740)
Cash-flow libre	8 892	17 660
Impôts (payés) / remboursés, nets	(1 428)	(1 013)
Intérêts (payés) sur obligations locatives	(325)	(250)
Intérêts (payés)	(878)	(1 294)

(1) Les montants 2026 et 2025 incluent le paiement de coûts d'implémentation du nouvel ERP.

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(3) Le montant correspond à la première partie du paiement lié à l'acquisition des parts minoritaires de TextileGenesis (cf. note 3).

Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social							
Capitaux propres au 31 décembre 2024	37 966 274	1,00	37 966	142 869	(937)	35 390	137 999	353 287	21 063	374 350
Résultat net							6 551	6 551	(703)	7 848
Autres éléments du résultat global						(10 468)	26	(10 442)	(2)	(10 444)
Résultat global						(10 468)	6 578	(3 891)	(705)	(4 596)
Exercices d'options de souscription d'actions	64 783	1,00	65	1 110				1 175	230	1 405
Valorisation des options de souscription d'actions							358	358	53	411
Vente (achat) par la société de ses propres actions					48			48		48
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							60	60		60
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							(2 872)	(2 872)		(2 872)
Capitaux propres au 31 mars 2025	38 031 057	1,00	38 031	143 979	(889)	24 922	142 122	348 164	20 641	368 805
Capitaux propres au 31 décembre 2024	37 966 274	1,00	37 966	142 869	(937)	35 390	137 999	353 287	21 063	374 350
Résultat net							25 964	25 964	(362)	25 602
Autres éléments du résultat global						(36 874)	222	(36 652)	188	(36 464)
Résultat global						(36 874)	26 186	(10 687)	(174)	(10 861)
Exercices d'options de souscription d'actions	96 989	1,00	97	1 657			170	1 924	106	2 030
Valorisation des options de souscription d'actions							1 726	1 726		1 726
Vente (achat) par la société de ses propres actions					53			53		53
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(49)	(49)		(49)
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							5 285	5 285		5 285
Achat de titres minoritaires de Gemini							(477)	(477)		(477)
Achat de titres minoritaires de Launchmetrics							8 116	8 116	(4 162)	3 954
Achat de titres minoritaires de Neteven							(40)	(40)	125	85
Achat de titres minoritaires de Glenjo							629	629	(469)	160
Autres variations							294	294	(67)	227
Dividendes							(15 199)	(15 199)	(990)	(16 189)
Capitaux propres au 31 décembre 2025	38 063 263	1,00	38 063	144 526	(885)	(1 484)	164 640	344 862	15 432	360 294
Résultat net							513	513	(29)	484
Autres éléments du résultat global						4 823	221	5 044	153	5 197
Résultat global						4 823	734	5 557	124	5 681
Exercices d'options de souscription d'actions	1 000	1,00	1	17				18		18
Valorisation des options de souscription d'actions							464	464		464
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(49)			(49)		(49)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(47)	(47)		(47)
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							(766)	(766)		(766)
Achat de titres minoritaires de TextileGenesis ⁽¹⁾							1 290	1 290	(1 290)	-
Capitaux propres au 31 mars 2026	38 064 263	1,00	38 064	144 543	(934)	3 339	166 315	351 328	14 266	365 595

(1) Ces montants font suite l'acquisition des parts minoritaires de la société TextileGenesis (cf. note 3).

XIII. NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2026

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

À la pointe de l'innovation depuis sa création en 1973, Lectra propose des solutions technologiques d'intelligence industrielle combinant logiciels en mode SaaS (« *Software as a Service* »), équipements de découpe, données et services associés, aux acteurs de la mode, de l'automobile et de l'ameublement.

Lectra accélère la transformation et le succès de ses clients dans un monde en perpétuel mouvement avec audace et passion grâce aux technologies clés de l'Industrie 4.0 : IA, *big data*, *cloud* et Internet des Objets (IoT).

Ses solutions les accompagnent dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques, améliorer l'impact de leurs campagnes marketing, tout en assurant une croissance durable.

Le Groupe est présent dans plus de cent pays. Trois sites de production de ses équipements de découpe sont implantés en France, en Chine et aux États-Unis.

L'entreprise est cotée sur Euronext, où elle fait partie des indices CAC All Shares, CAC Technology, EN Tech Leaders et ENT PEA-PME 150.

Une offre unique

Lectra dispose d'une compréhension inégalée du métier de ses clients et d'un leadership technologique lui permettant de proposer des solutions innovantes combinant :

- Logiciels en mode SaaS : optimisation des processus industriels du design en passant par la production et jusqu'à la mise sur le marché ;
- Équipements industriels intelligents et connectés : découpe de matériaux souples (tissu, cuir, matières composites et textiles techniques) ;
- Données : solutions pour collecter, organiser et exploiter les données afin de prendre de meilleures décisions ;
- Services : conseil, formation, support et maintenance pour maximiser la valeur délivrée.

La stratégie Lectra 4.0, une vision à long terme

Lancée en 2017, la stratégie Lectra 4.0 vise à positionner le Groupe comme un acteur clé de l'Industrie 4.0 sur ses trois marchés stratégiques, la mode, l'automobile et l'ameublement, à l'horizon 2030. Elle repose sur cinq piliers :

- Un positionnement premium ;
- La concentration sur trois marchés sectoriels stratégiques ;
- Les clients au cœur des activités du Groupe ;
- De nouveaux services 4.0 ;
- Une politique RSE engagée.

Cette stratégie est mise en œuvre au travers de feuilles de route successives de trois ans. Les fondamentaux financiers particulièrement solides du Groupe lui permettent de les exécuter sereinement :

- Une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et sur un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- Une proportion importante de l'activité récurrente (plus de 70 %), dont la marge couvre la quasi-totalité des frais généraux fixes ;
- La génération d'un cash-flow libre annuel important, largement supérieur au résultat net.

Plus de 50 ans d'innovation

L'innovation et la R&D sont au cœur de la stratégie, avec des investissements conséquents : plus de 12 % du chiffre d'affaires et près de 25 % des effectifs y sont dédiés chaque année.

Toutes les nouvelles offres logicielles sont proposées en mode SaaS uniquement depuis 2018. Ce modèle a été largement adopté par les clients, comme en témoigne le chiffre d'affaires SaaS multiplié par 2,5 entre 2023 et 2025, atteignant 89 millions d'euros (soit 18 % du chiffre d'affaires).

Des opérations de croissance externe réussies

Depuis 2018, le Groupe a réalisé neuf acquisitions et deux partenariats stratégiques. Ces opérations lui ont permis de consolider ses parts de marché avec l'intégration d'entreprises qui opèrent dans les mêmes industries et d'accéder à des offres et des briques technologiques qui complètent son portefeuille.

Un engagement durabilité fort depuis des décennies

Acteur engagé en matière de durabilité, Lectra s'attache à définir des standards élevés en matière de transparence et d'éthique, à contribuer activement à la conservation et à la protection de l'environnement, à fournir un cadre de travail où tous les employés s'épanouissent et se sentent valorisés, et à donner aux générations futures les moyens de devenir leaders dans leur domaine.

Des collaborateurs passionnés

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 2 800 collaborateurs partout dans le monde. Guidés par trois valeurs fondamentales : faire preuve d'ouverture d'esprit, être des partenaires de confiance et innover avec ardeur, ils œuvrent au quotidien aux côtés des clients du Groupe pour assurer leur succès.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2026 ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2025. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés lors de sa réunion du 28 avril 2026 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, disponibles sur lectra.com.

Le Groupe n'est pas impacté par les modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés concernent la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des engagements d'achat de titres minoritaires ainsi que l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé de natures de revenus différentes qui sont agrégées en deux catégories : le chiffre d'affaires récurrent (abonnements logiciels — SaaS, contrats de maintenance de logiciels, contrats de maintenance des équipements, consommables et pièces) et le chiffre d'affaires non récurrent (équipements et leurs logiciels, licences perpétuelles de logiciel et services non récurrents).

Le Groupe enregistre un contrat avec un client lorsqu'un accord écrit existe, qu'il fixe clairement les droits et obligations de chacun ainsi que les modalités de paiement, qu'il présente une substance commerciale et que le paiement par le client est jugé probable.

Les contrats conclus avec les clients peuvent inclure des prestations multiples telles que par exemple la vente d'un équipement (incluant son logiciel embarqué) accompagné d'un contrat de maintenance et de prestations de formations et conseil ou la vente d'une licence de logiciel sous forme d'abonnement (SaaS) accompagnée d'un contrat de maintenance et de prestations de formation et conseil.

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat.

Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de découpe automatique (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante essentielle de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus.

En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), régulièrement vendus séparément des équipements constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours et simple à mettre en œuvre, et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- les prestations de conseil des clients sont couramment vendues séparément des équipements et des logiciels spécialisés ;
- les prestations de services portent en général sur l'optimisation des processus de création et de production et ne donnent généralement pas lieu à des modifications ou à des personnalisations significatives des logiciels. Elles ne sont pas nécessaires à leur fonctionnement. Le client peut en bénéficier de manière distincte ; ces prestations constituent donc des obligations de performance séparées et sont comptabilisées distinctement ;
- la maintenance des logiciels et équipements concerne majoritairement de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à

disposition de versions futures de logiciels ; les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance, car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution ;

- les équipements sont le plus souvent vendus accompagnés d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

Les ventes de consommables et pièces détachées relèvent de contrats simples au sens d'IFRS 15, ne comportant qu'une seule obligation de performance.

Conformément à IFRS 15, le prix de transaction est alloué à chaque obligation de performance sur la base de son prix de vente spécifique, correspondant au prix auquel une entité vendrait séparément un bien ou un service promis à un client. Le Groupe détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire du Groupe notamment en termes de ristournes.

La reconnaissance du chiffre d'affaires diffère selon la nature des biens et services fournis et repose, conformément à IFRS 15, sur l'identification des obligations de performance et sur le moment de leur satisfaction :

- le chiffre d'affaires lié à la vente des équipements (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique de l'équipement telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles. Il en est de même pour les consommables et les pièces détachées ;
- les logiciels commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par clé USB ou par téléchargement ;
- le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement SaaS (conférant au client un droit d'accès aux licences desdits logiciels) est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client ;
- le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes ;
- le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées ;
- le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« stand-ready obligations »).

Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles assemblés par le Groupe en France, aux États-Unis et en Chine ne constituent que des inputs utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés

dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis, et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de recherche et développement, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles : logiciels et développements internes

Ce poste comporte uniquement des logiciels utilisés à des fins internes, qui sont amortis linéairement.

Au-delà des coûts d'acquisition des licences perpétuelles de logiciels, le Groupe active également les coûts directement associés au développement et au paramétrage des logiciels comprenant les coûts salariaux du personnel ayant développé les logiciels et les prestations externes directement imputables. Dans le cas des logiciels en mode SaaS, la capitalisation de ces coûts en immobilisations incorporelles a lieu uniquement si les activités d'implémentation donnent lieu à la création d'un code additionnel séparé du SaaS, contrôlé par le Groupe et qui répond à la définition d'un actif incorporel.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme l'ARR, l'EBITDA courant, le résultat opérationnel, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Annual Recurring Revenue

Compte tenu de l'importance que revêt l'activité SaaS, le Groupe a décidé de publier un nouvel indicateur, l'ARR (Annual Recurring Revenue), communément utilisé dans l'industrie du SaaS. Il remplace l'indicateur de commandes de nouveaux abonnements SaaS.

L'ARR peut être considéré comme le stock des abonnements SaaS actifs à un instant « t ». L'ARR est donc une anticipation de l'évolution des abonnements SaaS, qui généreront du chiffre d'affaires dans les années à venir. L'ARR étant une notion de stock, il sera publié au cours de change du dernier jour du trimestre.

EBITDA courant

Le Groupe définit son EBITDA courant (Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) comme étant la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations d'actifs immobilisés.

Cet indicateur permet au Groupe de suivre sa performance opérationnelle directement liée à l'activité, hors effet des investissements immobilisés.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tels que définis par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

Cash-flow libre et cash-flow libre courant

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise, et des remboursements des obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Dans le cash-flow libre, le Groupe isole les encaissements et décaissements à caractère non récurrent, correspondant aux produits et charges de même nature au sein du résultat opérationnel. Retraité de ces éléments présentés sur une ligne spécifique, le Groupe identifie ainsi le cash-flow libre courant.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre courant représente l'indicateur de performance de sa gestion de trésorerie.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépendent pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs reportés correspondent aux grandes régions commerciales. Il s'agit des régions : Amériques ; Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, business development, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans une colonne « Siège », permettant la réconciliation aux montants figurant dans les

états financiers du Groupe.

La mesure de performance se fait sur l'EBITDA courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son EBITDA courant, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2026, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 72 sociétés consolidées par intégration globale, dont 15 provenant de l'acquisition de Launchmetrics, et 2 sociétés consolidées par mise en équivalence. 4 sociétés sont non consolidées.

Engagements de rachat de titres minoritaires

Pour certaines de ses acquisitions passées, le Groupe n'a pas acquis la totalité du capital et des droits de vote immédiatement, mais il s'est engagé à des rachats ultérieurs (parfois en plusieurs étapes), au moyen d'options croisées de puts et calls qui donnent lieu à la comptabilisation d'une dette (court terme ou long terme en fonction de l'échéance des options).

Le Groupe a procédé à plusieurs acquisitions de parts minoritaires en 2025 : Launchmetrics (23,8 millions de dollars en juin 2025, portant la participation à 63,2 %), Neteven (3,3 millions d'euros en septembre 2025) et Glengo Lectra Tecknoloji (1,7 million d'euros en juin 2025), permettant une détention à 100 % de ces deux dernières filiales.

En mars 2026, le Groupe a porté sa participation dans TextileGenesis à 75,3 % pour 19,2 millions d'euros versés en deux temps (14,1 millions en mars et 5,1 millions en avril 2026).

Prise de participation minoritaire dans AQC Industry (AQC)

Le 19 décembre 2025, AQC a procédé à une augmentation de capital de 1,4 million d'euros, réservée à Lectra, permettant d'acquérir 15,5 % des actions et droits de vote supplémentaires de la société. À l'issue de cette acquisition, Lectra détient 44,4 % des actions et droits de vote de la société.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des exercices 2026 et 2025.

Entités non consolidées

Historiquement, 4 filiales commerciales et de services non significatives, tant en cumul qu'individuellement, n'étaient pas consolidées. Au 31 mars 2026, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 0,5 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 3,4 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions représentent un montant non significatif au 31 mars 2026.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2026 (En milliers d'euros)	EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	54 678	38 131	20 377	-	113 186
EBITDA courant	8 735	7 513	992	(5 189)	12 052

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2025 (En milliers d'euros)	EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	56 715	44 586	33 147	-	134 449
EBITDA courant	8 587	7 825	1 810	2 890	21 112

La colonne « Siège » permet la réconciliation des montants aux états financiers consolidés du Groupe.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2026 (En milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	8 892	-	8 892
Augmentations de capital en numéraire ⁽¹⁾	18	-	18
Achat et vente par la Société de ses propres actions ⁽²⁾	(112)	-	(112)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(14 087)	-	(14 087)
Souscriptions des dettes long terme et court terme ⁽⁴⁾	5 000	(5 000)	-
Remboursement des dettes court terme et long terme	(278)	278	-
Effet de la variation des devises et autres	2 312	(59)	2 253
Variation de la période	1 744	(4 781)	(3 037)
Situation au 31 décembre 2025	65 065	(86 389)	(21 323)
Situation au 31 mars 2026	66 809	(91 170)	(24 360)
Variation de la période	1 744	(4 781)	(3 037)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions.

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Natixis Oddo BHF (cf. note 7).

(3) Le montant correspond à la première partie du paiement lié à l'acquisition des parts minoritaires de TextileGenesis (cf. note 3).

(4) Le montant correspond à un tirage sur une ligne de Revolving Credit Facility (cf. note 8).

Le cash-flow libre du premier trimestre 2026 s'élève à 8,9 millions d'euros. Il ne comprend aucun encaissement et décaissement à caractère non récurrent. Le cash-flow libre s'élève donc également à 8,9 millions d'euros.

Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 7,3 millions d'euros, d'investissements de 3,4 millions d'euros, et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de 8,9 millions d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 1,3 million d'euros. Enfin, il prend également en compte le remboursement des obligations locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 2,6 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- - 5,3 millions d'euros proviennent de la hausse des acomptes clients ;
- - 4,5 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + 3,6 millions proviennent de l'augmentation des charges constatées d'avance correspondant à des achats d'abonnements, ou de primes d'assurance annuels étalés sur l'exercice ;
- - 3,4 millions proviennent de l'augmentation des dettes fiscales ;

- + 2,0 millions d'euros proviennent de l'augmentation des stocks ;
- - 1,3 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2026 est négatif de 48,9 millions d'euros. Il comprend la part courante (2,5 millions d'euros) de la créance de 15,5 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est historiquement remboursée à la Société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an, et actualisée) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (1,3 millions d'euros) du premier trimestre 2026 a été comptabilisé et n'a pas été imputé sur l'impôt sur les sociétés dû.

Ainsi, au 31 mars 2026, le Groupe détient une créance de 16,0 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 13,6 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée :

- du solde du crédit d'impôt recherche de Lectra SA, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : 0,8 million d'euros pour le premier trimestre 2026, 2,0 millions d'euros pour l'année 2025, 1,5 million d'euros pour l'exercice 2024, nul pour les exercices 2020 à 2023 (la créance de crédit d'impôt recherche ayant été imputée intégralement sur l'impôt sur les sociétés de ces exercices), 2018-2019 (8,2 millions d'euros). Il comprend également le solde du crédit d'impôt recherche hérité de la fusion avec Neteven (1,1 million d'euros).
- du solde du crédit d'impôt recherche de Launchmetrics France (2,4 millions d'euros).

En outre, les montants précédents à échéance à plus d'un an ont été réduits d'un montant de 0,5 million d'euros du fait de leur actualisation.

Au 31 décembre 2023, le Groupe a constitué une provision pour risques de 6,6 millions d'euros à la suite de la remise en cause, par l'administration fiscale, du crédit d'impôt recherche de Lectra SA. Ce redressement concerne les exercices 2018 et 2019, pour un montant total de 8,2 millions d'euros, dont :

- 5,1 millions d'euros correspondent à des créances de CIR non remboursées par l'État ;
- 3,1 millions d'euros de créances CIR remboursées à tort en juillet 2023 car faisant finalement toujours partie du contentieux. Cette somme a été reversée à l'administration fiscale en septembre 2025 à la suite de la mise en recouvrement.

Les recours administratifs étant épuisés, la société entend désormais défendre sa position dans le cadre d'une procédure contentieuse. La provision a été maintenue au 31 mars 2026.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, le Groupe n'anticipe pas de décaissement notable au titre de l'impôt sur les sociétés en France sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1er janvier 2026, la Société a acheté 43 224 actions et en a vendu 37 937 aux cours moyens respectifs de 21,36 € et de 21,38 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Natixis Oddo BHF.

Au 31 mars 2026, elle détenait 43 648 de ses propres actions (soit 0,11 % du capital social) à un prix de revient moyen de 21,39 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

(En milliers d'euros)	31 mars 2026	31 décembre 2025
Trésorerie disponible	65 310	63 565
Équivalents de trésorerie	1 500	1 500
Emprunts et dettes financières	(91 170)	(86 389)
Trésorerie nette / (endettement net)	(24 360)	(21 324)

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières.

La Société a conclu en janvier 2024 un nouvel accord avec ses banques. Cet emprunt de 100 millions d'euros, dont le tirage a été effectif le 27 juin 2024, est à échéance cinq ans, remboursable par huit tranches semestrielles de 7,5 % et 40 % in fine. Il porte intérêt au taux Euribor 3 ou 6 mois auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, fixée à 155 points de base.

Les frais relatifs à la mise en place de ce nouvel emprunt ont été déduits du montant nominal et seront amortis sur la durée du prêt (coût amorti selon IFRS 9).

En parallèle, une couverture de taux a été mise en place au travers d'un swap de taux pour un tiers du montant emprunté sur trois ans. La juste valeur de cet instrument financier dérivé au 31 mars 2026 ressort pour 0,1 million d'euros au passif.

La Société dispose également d'une ligne de crédit renouvelable (Revolving Credit Facility ou RCF) d'un montant maximal de 60 millions d'euros, portant intérêt au taux Euribor de la période auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, fixée à 115 points de base. Cette ligne est utilisée à hauteur de 5 millions d'euros au 31 mars 2026.

Au 31 mars 2026, les dettes financières résiduelles de Launchmetrics s'établissent à 1,7 million d'euros.

L'échéancier des instruments financiers se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31 mars 2026	31 décembre 2025
Emprunts et dettes financières		
Court terme – à moins d'un an	20 486	15 488
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	70 684	70 901
Total	91 170	86 389
Instruments financiers dérivés		
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	118	413
Total	118	413

9. RISQUE DE CHANGE

Depuis le début de l'exercice 2026, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1 € / 1,17 \$. La politique de couverture du risque de change n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2025.

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2026 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (achats moins ventes) de 14,0 millions d'euros, destinés à couvrir la quasi-totalité de ses positions de bilan existantes.

Sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2025 des devises concernées, notamment 1 € / 1,17 \$. La sensibilité aux variations des cours des devises prend en compte les acquisitions réalisées.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des

devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1 € / 1,12 \$) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2026 d'environ 9,0 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 3,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1 € / 1,22 \$) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant annuels des mêmes montants.

XIV. ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ RELATIVE À L'INFORMATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2026

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que l'information financière au 31 mars 2026 ci-jointe présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant la période et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour l'exercice à venir".

Paris, le 28 avril 2026

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier